

**Convention annuelle d'objectifs et de moyens
relative aux « parcours emploi compétences » et à l'insertion par
l'activité économique
fixant les engagements de la Collectivité de Corse et de l'Etat**

- Vu** le code du travail et notamment ses articles L 5132-3-1, L 5134-19-4 et R 5132-1 à 5132-43 ;
- Vu** les articles L 4421-1 et L 4421-2 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active ;
- Vu** le décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique ;
- Vu** le décret du Président de la République du 21 avril 2016, nommant M. Bernard SCHMELTZ, préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu** le décret n°2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des collectivités de l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique ;
- Vu** le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion ;
- Vu** l'arrêté du 5 février 2018 fixant les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique, aux dispositifs d'insertion implantés en milieu pénitentiaire et à Mayotte ;
- Vu** la circulaire n° DGEFP/SDPAE/MIP/MPP/2018/11 du 11 janvier 2018 relative aux parcours emploi et compétences et au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi ;
- Vu** l'arrêté du Préfet de Corse relatif aux contrats d'accompagnement (CAE) – supports des Parcours Emploi Compétences en vigueur ;
- Vu** le Pacte Territorial d'Insertion du 28 juin 2010 qui définit les modalités de coordination des actions pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des CUI ;
- Vu** la délibération de l'Assemblée de Corse en date du 29 mars 2018 autorisant le Président à signer la présente convention.

PRÉAMBULE

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) à un parcours d'insertion adapté à leurs besoins.

Afin de maintenir une offre d'insertion qualitativement et quantitativement satisfaisante au regard des besoins du territoire, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes, il est nécessaire d'optimiser les interventions financières de la Collectivité de Corse et de l'Etat.

La Collectivité de Corse s'engage à développer l'accès aux « parcours emploi compétences » et aux dispositifs de l'insertion par l'activité économique (IAE) aux bénéficiaires du RSA relevant de sa compétence.

Le premier volet de la présente convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) décline les objectifs d'entrée en « parcours emploi compétences » en 2018.

Le cadre juridique du parcours emploi et compétences (PEC), présenté dans la circulaire n° DGEFP/SDPAE/MIP/MPP/2018/11 du 11 janvier 2018, est le contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) tel que prévu par les articles L. 5134-20 à L. 5134-34 du code du travail.

Le second volet de la présente convention relatif à l'IAE fixe le nombre prévisionnel de personnes bénéficiaires d'un parcours d'insertion au sein des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE), financés en commun par la Collectivité de Corse et l'Etat. Ce volet précise les modalités d'attribution des aides et les montants financiers associés, le cas échéant par catégorie de structures.

La Collectivité de Corse s'engage en particulier à cofinancer des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle qui comprennent les « parcours emploi et compétences » et les contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) en chantiers d'insertion, ventilés comme suit :

Type de contrat	Nombre
Parcours emploi compétences (PEC), secteur non marchand	129
Aides CDDI année 2018	140

1^{er} volet : « Parcours emploi compétences »

L'Etat et la Collectivité de Corse se fixent l'objectif de favoriser l'entrée ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA et qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

Pour l'Etat, cet objectif s'inscrit dans le cadre de la politique nationale visant à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Le « parcours emploi compétences » (PEC) associe mise en situation professionnelle, accompagnement et accès facilité à la formation et à l'acquisition de compétences.

Pour la Collectivité de Corse, l'objectif est de favoriser l'accès et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA dans le cadre des priorités définies par son programme d'insertion.

La présente convention a pour objet de fixer, pour l'année 2018, les objectifs quantitatifs de prescriptions des « parcours emploi compétences », en application de l'article L. 5134-30-2 du code du travail, pour des bénéficiaires du RSA financés par la Collectivité de Corse.

La prescription d'un « parcours emploi compétences » pour un bénéficiaire du RSA se traduit par une décision prise par le président du Conseil exécutif de Corse, ouvrant droit au versement d'une aide à l'insertion professionnelle.

La contribution de la Collectivité de Corse à la prise en charge de cette aide est déterminée par l'article D. 5134-41 du code du travail, soit 88% du montant du RSA pour une personne isolée.

S'agissant des renouvellements, la décision d'attribution d'une nouvelle aide est subordonnée au bilan préalable des actions d'accompagnement et des actions visant à l'insertion durable des salariés.

1. Objectifs d'entrée en « parcours emploi compétences »

Conformément à l'arrêté du Préfet de Corse fixant le montant des aides de l'Etat pour les parcours emploi compétences, le nombre de parcours emploi compétences financés par Etat et la Collectivité de Corse pour l'année 2018 est de 129.

	Employeurs secteur non marchand
Nombre de parcours emploi compétences financés par Etat et la Collectivité de Corse	129

2. Modalité de prescription et de paiement de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des « parcours emploi compétences »

Prescription directe : en application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, le président du Conseil exécutif de Corse prend lui-même les décisions d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des parcours emploi et compétences.

Délégation de paiement à l'ASP : par convention et conformément à l'article R. 5134-40 du code du travail, le président du Conseil exécutif de Corse délègue à l'Agence de services et de paiement (ASP) le paiement de la part de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des parcours emploi compétences et des CDDI en chantiers d'insertion.

La Prestation d'Accompagnement dans l'Emploi - PADE

Cette prestation d'accompagnement dans l'emploi est effectuée par les services de la Direction générale adjointe des affaires sociales et sanitaires.

Pour les parcours emploi et compétences : l'accompagnement a pour objectif de favoriser les conditions de l'employabilité soit au sein de la structure, soit pour un emploi futur.

2^{ème} volet : Insertion par l'activité économique

La Collectivité de Corse et l'Etat affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion en lien avec les objectifs du programme d'insertion de la Collectivité de Corse.

L'offre d'insertion par l'activité économique repose en Corse-du-Sud sur 13 ateliers et chantiers d'insertion (ACI) portés par 8 organismes porteurs, 3 entreprises d'insertion et une entreprise de travail temporaire d'insertion. En Haute-Corse, elle repose sur 17 ateliers et chantiers d'insertion (ACI), 3 entreprises d'insertion (EI), 2 associations d'insertion (AI) et une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI).

Ces dispositifs d'insertion par l'activité économique permettent de conduire des actions communes en cohérence avec les caractéristiques locales du marché du travail.

1. Champ d'intervention et objectifs de la Collectivité de Corse

1.1 Champ d'intervention

Rappel : Lorsque la structure d'accueil du parcours d'insertion est une entreprise d'insertion, une entreprise de travail temporaire d'insertion ou un atelier et chantier d'insertion, l'éligibilité des bénéficiaires est validée préalablement par Pôle emploi via un agrément.

Lorsqu'il s'agit d'une association intermédiaire, l'agrément préalable de Pôle emploi n'est pas requis pour les personnes embauchées mises à disposition hors entreprises.

En application de l'article L. 5132-3-1 du code du travail, l'action de la Collectivité de Corse se concentre sur les bénéficiaires du RSA inscrits dans un parcours d'insertion au sein des ateliers et chantiers d'insertion portés par le ou les organisme(s) conventionnés par l'Etat :

En Corse-du-Sud :

- **F.A.L.E.P.A.**
- **A.P.I.E.U. / C.P.I.E.**
- **SUD CORSE INSERTION**
- **V.L.D.**
- **DEFI**
- **ETUDES ET CHANTIERS CORSICA**
- **ASSOCIU AIUTU CAMPAGNOLU**

- **INIZIATIVA**

En Haute-Corse :

- **A CORSICA TV CAP RADIO**
- **L'AMICHI DI U RUGHJONE**
- **ISATIS**
- **ETUDES ET CHANTIERS CORSICA**
- **I CHJASSI MUNTAGNOLI**
- **ADAL 2B**
- **ADIEU**
- **ARSM**
- **IMPRESA CASTELLU FIUMORBU**
- **ART ET NOCES TROUBLES**
- **CORSE MOBILITE SOLIDAIRE**
- **U RUSTINU**

1.2 Objectifs d'entrées en structures d'insertion par l'activité économique

Pour les bénéficiaires du RSA dont elle a la charge, la Collectivité de Corse s'engage dans les conditions suivantes pour les contrats signés en CDDI : le nombre de postes à financer sous forme de CDDI, dans la limite d'une durée totale de 24 mois (hors dérogations prévues par le code du travail à l'article L. 5134-23-1, relatives aux publics et aux actions de formation qualifiante) est arrêté à 140 (57 pour le territoire de Corse-du-Sud et 83 pour le territoire de Haute Corse).

Il se décompose par ateliers et chantiers d'insertion (ACI) de la façon suivante :

Modalités de calcul de la participation financière par chantier et par département

Le montant financier sur une année pour un poste correspond pour une personne seule au montant mensuel du RSA au 1^{er} janvier 2018: **545.48€ x 88% x 12 mois, soit 5 760.26 €**

Corse-du-Sud :

F.A.L.E.P.A,

- 20 entrées dans la structure porteuse qui comprend quatre chantiers :

GARAGE MOBILITE	3 X 5 760.26 €	17 280,78
ATELIER de récupération	4 X 5 760.26 €	23 041,04
RENOVATION INTERIEURE	7 X 5 760.26 €	40 321,82
AMENAGEMENT DES ESPACES NATURELS	6 X 5 760.26 €	34 561,56
TOTAL FALEPA		115 205,20

INITIATIVA,

- 12 entrées dans la structure porteuse qui comprend trois chantiers :

RECYCL'ORDI	6 X 5 760.26 €	34 561,56
AMENAGEMENT DES ESPACES NATURELS	4 X 5 760.26 €	23 041,04
REPASSAGE COUTURE	2 X 5 760.26 €	11 520,20
TOTAL INITIATIVA		69 123,12

VALINCO LOISIRS DEVELOPPEMENT,

-7 entrées dans la structure porteuse qui comprend deux chantiers :

AMENAGEMENT DES ESPACES NATURELS	6 X 5 760.26 €	34561,56
MARAICHAGE ARGJUSTA-MORICCIO	1 X 5 760.26 €	5 760,26
TOTAL VALINCO LOISIRS DEVELOPPEMENT		40321.82

SUD CORSE INSERTION	Plateforme mobilité	3 X 5 760.26 €	17 280,78
A.P.I.E.U/C.P.I.E.	Aménagement des espaces naturels	4 X 5 760.26 €	23 041,04
DEFI	Collecte du verre	3 X 5 760.26 €	17 280,78
ETUDE ET CHANTIER	Entretien du patrimoine	5 X 5 760.26 €	28 801,30
AIUTU CAMPAGNOLU	Patrimoine rural	3 X 5 760.26 €	17 280,78

Soit un montant total annuel maximum sur le territoire de Corse-du-Sud pour l'ensemble des postes en ACI de 328 334.82 €

Haute-Corse :

A CORSICA TV CAP RADIO	Média	2 X 5 760.26 €	11 520,52 €
L'AMICHI DI U RUGHJONE	Entretien de l'espace rural	3 X 5 760.26 €	17 280,78 €
ISATIS (2)	Recyclage électroménager	6 X 5 760.26 €	34 561,56 €
ETUDES ET CHANTIERS CORSICA	Entretien des berges & patrimoine bâti	5 X 5 760.26 €	28 801,30 €
I CHJASSI MUNTAGNOLI (2)	Réhabilitation sentiers & patrimoine	10 X 5 760.26 €	57 602,60 €
ADAL 2B	Réhabilitation sentiers & patrimoine	21 X 5 760.26 €	120 965,46 €
ADIEM	Magasin social	4 X 5 760.26 €	23 041,04 €
ARSM	Réhabilitation sentiers & patrimoine	4 X 5 760.26 €	23 041,04 €
IMPRESA CASTELLU FIUMORBU (2)	Nettoyage sentiers & manifestations	6 X 5 760.26 €	34 561,56 €
ART ET NOCES TROUBLES	Art de la scène	2 X 5 760.26 €	11 520,52 €
CORSE MOBILITE SOLIDAIRE (2)	Garage solidaire & recyclerie	8 X 5 760.26 €	46 082,08 €

U RUSTINU	Recyclage des déchets	10 X 5 760.26 €	57 602,60 €
			466 581,06 €

Projet de création

RESTAURANT SOCIAL	Restauration	2 X 5 760.26 €	11 520,52 €
-------------------	--------------	----------------	--------------------

Soit un montant total annuel maximum sur le territoire de Haute-Corse pour l'ensemble des postes en ACI de 478 101,58 €.

Le montant total de la participation de la Collectivité de Corse est de 806 436,36 €.

2. Conditions de mise en œuvre

2.1. Réajustement des objectifs

La Collectivité de Corse et l'Etat conviennent qu'un réajustement des objectifs prévus à la présente convention aura lieu en cours d'exécution sous réserve des crédits disponibles.

2.2. Les modalités de cofinancement des aides à l'insertion professionnelle des parcours emploi compétences et des aides au poste dans les ACI :

La Collectivité de Corse dispose d'une convention de gestion avec l'Agence de services et de paiement (ASP).

3. Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention s'appliquent du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

4. Suivi et pilotage

Le suivi et le pilotage de la mise en œuvre des dispositions de la convention est confié au :

- Direction générale adjointe des affaires sociales et sanitaires de la Collectivité de Corse,
- responsable de l'Unité départementale de Corse-du-Sud de la DIRECCTE,
- responsable de l'Unité départementale de Haute-Corse de la DIRECCTE.

Un bilan intermédiaire d'exécution de la convention est prévu au mois de juin 2018.

Fait à Ajaccio, le

Le Préfet de Corse,
Préfet de Corse-du-Sud,

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Bernard SCHMELTZ

Gilles SIMEONI